



Sauvetage d'UBS : bénéfiques pour l'État et la BNS

Il y a cinq ans, la Confédération et la Banque Nationale Suisse volaient au secours de l'UBS secouée par la crise. Les chiffres définitifs doivent encore être publiés, mais il apparaît d'ores et déjà que cette opération de sauvetage leur a été bénéfique. Le fonds de stabilisation (StabFund) a rapporté quelque trois milliards de francs à la BNS et l'État a réalisé un gain de 1,2 milliards de francs lors de son désengagement.

Après l'éclatement de la crise des marchés financiers, des placements s'étant effondrés et ne pouvant plus être vendus se sont amoncélés chez UBS, jusqu'à constituer un risque démesuré dans son bilan. Sollicitée par la grande banque en difficulté, la Confédération prenait, en octobre 2008, une participation à hauteur de six milliards de francs sous forme d'emprunts convertibles. Dix mois plus tard, elle se désengageait à nouveau et engrangeait un bénéfice de 20 %. Également en octobre 2008, la BNS créait le fonds de stabilisation afin de purger le bilan d'UBS d'environ 39 millions de dollars en actifs toxiques. Engagement également récompensé, le bénéfice s'élevant à trois milliards de francs pour la Banque Nationale.

Mi-août 2013, la BNS a annoncé que le prêt au fonds de stabilisation avait été intégralement remboursé. Elle prévoit donc que l'UBS exercera son droit d'achat sur ledit fonds d'ici à la fin de l'année. Selon les dispositions contractuelles, UBS devrait verser à la BNS un milliard de dollars, plus la moitié de la valeur de la fortune nette du fonds dépassant ce milliard de dollars. Le montant du rachat pour UBS et du bénéfice pour la Banque Nationale dépend donc de la valeur nominale du portefeuille, estimée actuellement par un service externe mandaté par la BNS. Selon les estimations de la Banque Nationale, la valeur brute du fonds de stabilisation approchait les 7,5 milliards de francs fin juin. Après déduction du

prêt de la BNS, le fonds affiche encore un capital propre de quelque six milliards de francs.

Au final, l'opération de sauvetage d'UBS n'a donc rien coûté aux pouvoirs publics. Elle a au contraire été un franc succès pour l'État comme pour la Banque Nationale. Le fonds de stabilisation a eu dans l'ensemble un effet positif sur les résultats de la BNS. En 2010, par exemple, il lui a permis de réaliser un bénéfice d'environ 1,6 milliards de francs. La Confédération, elle, a gagné 1,2 milliards grâce à ses obligations UBS. L'une comme l'autre ont – contrairement à l'opinion régnant au sein du grand public – clairement profité de leur intervention en faveur d'UBS. Nous estimons donc qu'il est grand temps de tourner la page.